

A fond les caisses !
Audition ouverte de la caisse de Lyon 8
Jeudi 20 février de 16h à 18h

Questions / réponses :

- **Les personnes du comité citoyen viennent-elles toutes du 8ème arrondissement de Lyon ? Comment s'est faite la mobilisation des citoyen.nes et par quels moyens ?**

Les 100 personnes font toutes partie du 8ème arrondissement de Lyon car c'était la seule condition pour faire partie de l'expérimentation. Pour la mobilisation, cela s'est fait assez vite avec les membres de CALIM8 qui en ont parlé à **leurs proches** et par le **biais des partenaires de l'arrondissement** (la mairie, les épiceries sociales et solidaires, les centres sociaux, etc.). Nous n'avons pas eu besoin de beaucoup communiquer, l'enjeu a été de convaincre des personnes avec des plus hauts revenus de participer car nous avons quand même un **objectif de 30% de cotisations** dans notre budget et que notre comité soit diversifié, car l'un des piliers de la SSA c'est l'universalité et qu'on aille vers un droit à l'alimentation de qualité pour toutes et tous comme pour la Sécu de la Santé. La mobilisation des personnes avec des bons revenus était plus difficile car on pense souvent que la caisse c'est pour les personnes en précarité. Nous avons un enjeu d'avoir **50% de personnes en précarité** et aujourd'hui on est plus à 70-75% de personnes en précarité.

Il y a eu aussi un fort engagement des structures partenaires, d'où l'intérêt d'avoir mené ce projet collectivement. Chaque structure a aussi fait ce travail de relais et elles sont indemnisées pour ce travail-là pour mobiliser les personnes avec qui elles sont en contact quotidiennement (comme les épiceries sociales et solidaires, le Secours Catholique, la [Maison Engagée et Solidaire de l'Alimentation](#)).

- **Pourquoi le choix d'avoir une allocation par foyer ? Quels ont été les débats du comité citoyen sur le sujet ?**

Cela a suscité beaucoup de questionnements au départ. **Plusieurs scénarios ont été étudiés** avec déjà l'enjeu de définir le montant par personne (100€, 150€ ...). Nous nous sommes d'abord appuyés sur des éléments d'étude : 5€ par jour pour s'alimenter de manière diversifiée¹ même si on s'est rapidement rendu compte que 150€ ne suffisaient pas à couvrir les besoins alimentaires d'une personne.

Il y a eu beaucoup de débats sur l'objectif de ce budget : compenser la différence du coût de l'alimentation de qualité ? avoir accès à une alimentation tout court ? La question s'est notamment posée pour les personnes de la caisse qui, sans ce budget, devraient aller à l'aide alimentaire.

¹ Nicole DARMON, docteure en nutrition et directrice de recherche à l'INRA : "le strict minimum : 3,85€ par jour et par personne", [FICHE-8.pdf](#)

Ensuite, il y a eu plusieurs débats : 150€ par foyer ça suffit ? Est-ce qu'on garde une allocation plus basse pour toucher un maximum de personnes ? Ou au contraire faut-il que ça ait un vrai impact sur l'alimentation des personnes ?

Que ce soit 100 ou 150 personnes ça ne va pas changer grand chose sur l'évaluation du projet alors qu'une différence de 100€ à 300€ par foyer, cela a un impact sur la vie des personnes. On a donc fait plusieurs scénarios (100€ par foyer, 150€ pour deux, 180€ pour trois...). Pour une personne, 150€ c'est une belle somme mais pour une famille de 6 personnes ça part assez vite. Il a été choisi d'avoir un **montant supplémentaire par personne (75€ pour les plus de 14 ans et 45€ pour les moins de 14 ans)** en voyant aussi que cela s'était fait en Gironde. Les scénarios ont été évalués au regard des critères choisis en amont par le comité citoyen et le scénario final a été choisi pour le tester.

- Cette allocation est-elle entièrement consommée par les foyers ?

Grâce au suivi, on sait ce que les personnes dépensent et cela dépend beaucoup des foyers. Certains foyers dépensent tout chaque mois et au contraire, d'autres dépensent très peu donc le montant est reporté le mois suivant. Nous n'avons pas encore assez de recul pour l'analyser plus précisément.

- Sur les cotisations, existe-t-il un montant de cotisation maximal ? Quel est le montant maximal observé actuellement ?

Il n'y a **pas de cotisation maximale** donc si quelqu'un veut mettre 1000€ dans la caisse il peut. On constate que sur la grille indicative d'auto-évaluation de cotisation, **certaines personnes devraient cotiser beaucoup plus que ce qu'elles devraient recevoir car elles ont de bons revenus**. Cela peut être dissuasif quand il faut donner 220 euros pour en recevoir 150.

On a des montants de cotisation jusqu'à 400€ (pour des familles qui en reçoivent 370€). Il y a quelques exemples, pas forcément tous les mois car les personnes peuvent modifier leurs cotisations chaque mois. Certaines personnes souhaitent soutenir le projet en cotisant davantage.

- Comment s'assurer qu'il y a une redistribution équilibrée entre les cotisations et les allocations ? Existe-t-il un engagement dans la cotisation à la caisse ?

Il n'y a **pas d'équilibre de la caisse** puisqu'on a un financement de la Métropole de 200 000€ qui permet de **combler l'écart entre les cotisations et les versements**. Cela a été un vrai questionnement et l'objet de nombreuses projections à partir de la grille de cotisation déterminée par le comité citoyen : **quelle part des cotisations dans le budget total ?** Il y a eu beaucoup de travail et d'allers-retours pour construire la grille de cotisation. Nous avons été

aidés par un chercheur en économie, Baptiste Mylondo, pour affiner les estimations de la part de cotisations.

Au départ, on estimait pouvoir compter sur **30% de cotisations** et c'est sur cette estimation que nous avons basé le budget de la caisse. L'idée est que tous les cotisants poursuivent jusqu'à la fin de l'expérimentation même s'il n'y a pas d'obligation. **La cotisation n'est pas obligatoire chaque mois. Les gens cotisent quand ils n'ont plus de crédits** (reportés d'un mois sur l'autre). Le réapprovisionnement déclenche le versement. Si on voit une absence de cotisation pendant plusieurs mois, on prend contact avec la personne pour savoir si elle veut quitter le dispositif et laisser sa place à une autre personne.

Il y a un enjeu sur le budget pour avoir une visibilité mais aussi prendre en compte des situations personnelles qui varient beaucoup d'un mois à l'autre et pour certaines personnes des **difficultés à s'engager mensuellement**. **On a fait ce choix là pour l'instant même si ce n'est pas évident sur le suivi budgétaire de la caisse.**

**- Est-ce que les personnes qui cotisent peuvent le déduire fiscalement ?
Faut-il faire des dons pour que cela soit défiscalisé ?**

Pour l'instant ce n'est pas le cas, c'est un chantier partagé avec d'autres caisses et pour lequel on a pas encore de réponses. On va ouvrir la possibilité de faire des dons et on va explorer la défiscalisation de ces dons.

- Quel est le budget de la caisse ? Quels sont les principaux postes de dépenses de la caisse (ingénierie, développement de l'outil numérique, les frais directs...)?

On a estimé le fonds de caisse à 150€ multiplié par 200 parts soit **360 000€ par an**. On a ajouté un peu plus car les membres de CALIM8 ont expérimenté deux mois en amont du lancement de la caisse. Ce fonds de caisse est composé de **subventions publiques, des cotisations et de financements privés**. Il a été dépensé à partir du mois d'octobre 2024 même si l'ingénierie a été mobilisée en amont. On a estimé un **budget sur un an et demi autour de 500 000€ pour 2,3 ETP** sur l'animation, les outils, les pistes de réflexion autour de la contribution des acteurs économiques... Aujourd'hui une partie du temps de travail est aussi dédié à la création d'une communauté des projets de démocratie alimentaire sur le territoire lyonnais donc il y a un peu moins de temps de travail sur la caisse (à peu près 2 ETP).

Dans les différents postes de dépenses :

- **Développement de l'outil monétaire** : fonctionnement forfaitaire en fonction du nombre de lieux conventionnés et du nombre de personnes de la caisse
- **Participation des structures porteuses du projet** : temps de travail d'accompagnement et de mobilisation des personnes (épiceries sociales et solidaires, MESA)
- **Frais divers** : nourriture pour les sessions, garde d'enfants, indemnités des intervenants sur de la formation, visites de fermes, communication ...

- Sur l'évaluation de la caisse, savez-vous quelles méthodes et indicateurs ont été choisis pour évaluer l'impact de la caisse ?

Un cabinet de conseil a été mandaté par la Métropole de Lyon pour évaluer l'expérimentation. L'évaluation a en partie été co-construite aussi avec [Belle Bouffe](#).

Parmi les méthodes retenues :

- **Observation de 2 comités habitant.es**
- **Observation d'autres instances** comme le comité de suivi et un comité technique
- **Focus group** avec des expérimentateurs volontaires
- **Questionnaire** au début de l'expérimentation et un autre prévu pour observer l'évolution de certains indicateurs (ex : Quel positionnement des personnes sur des échelles de satisfaction de leur alimentation ? Quelle perception des personnes de leur accès à l'alimentation ? Dans quels lieux faites-vous vos achats alimentaires ? Quelle perception du pouvoir d'agir ?)

Il y a eu une **bonne participation des membres de CALIM8** avec une participation régulière des 36 membres de CALIM8 (certains.es viennent plus ou moins régulièrement). On a gardé presque toutes les personnes donc c'est plutôt positif.

On a eu des premiers résultats de l'évaluation sur la première phase avec un état des lieux du collectif de départ. On s'était fixé un objectif de **diversité de profils** (sans être représentatif du 8ème, s'en rapprocher le plus possible), donc on a aussi fait une évaluation de la composition du groupe.

- Quel est le mode de décision dans la caisse (consentement, consensus ...)
?

Toutes les décisions ont été prises au **consentement** jusqu'à maintenant (avec un système de cartons rouges, jaunes et verts). La prise de décision sur les points bloquants est souvent faite à la fin des sessions donc tout le monde est un peu fatigué et affamé. Les points bloquants sont donc souvent reportés à la session suivante même si cela peut générer de la frustration. Certains débats ont été reportés comme la question de la viande (manque de connaissance sur la commercialisation de la viande : besoin d faire venir un spécialiste) pour savoir quel type de boucherie conventionner.

Le fonctionnement au consentement a plutôt bien marché et été efficace même si certaines questions prennent plus de temps (ex : label bio) **et qu'on a parfois besoin d'apport extérieur**. On essaie d'avoir des points de vue différents même si ce n'est pas toujours facile.

Le fonctionnement du vote a été un débat au sein du comité citoyen : clarification, reformulation ... pour atteindre le consensus. **Ce choix du consentement convient pour l'instant au groupe car il répond à une inquiétude sur l'équilibre entre l'expression de chacun et le temps que ces échanges prennent.**

- **Avez-vous des réflexions autour des parcours de sortie de la précarité alimentaire ? Comment les points de distribution conventionnés (comme les épiceries sociales et solidaires) s'inscrivent dans les différents modes d'accessibilité alimentaire ?**

La question de la **complémentarité de la caisse vis-à-vis des autres accompagnements existants** (épiceries sociales et solidaires, tarifs différenciés de la MESA...) a été sujet de discussion. Comment la caisse s'inscrit-elle dans les parcours alimentaires des personnes ? Nous sommes accompagnées par une chercheuse doctorante en anthropologie sociale, Albane Berneuil-Fouiller qui nous donnera peut-être des éléments plus précis. Le chantier n'a pas encore démarré faute de ressources humaines. Il y aura des observations sur ce que cela vient faire bouger chez les personnes orientées par les services sociaux de la métropole.

- **Sur le conventionnement, les lieux de vente passent-ils devant le comité citoyen ? Existe-t'il une grille de critères ?**

Il existe un **questionnaire établi avec le comité** : provenance des produits, produits labellisés, conditions de travail, liens avec les producteurs ... Avec les éléments de réponse des points de vente, le comité remplit une **grille d'analyse** et obtient plus ou moins de points. Pour être conventionné, il faut que le total des points représente **au moins ¾ du nombre total de points possibles**. Ensuite, c'est validé au consentement par l'ensemble du comité (synthèse de la rencontre et de la grille). Par exemple, il y a eu des oppositions sur une boucherie qui ne remplissait pas tous les critères, sa validation a été reportée à un comité ultérieur.

C'est un processus qui s'est fait chemin faisant et cela peut évoluer, notamment avec une commission conventionnement qui va peut-être reprendre le processus pour l'ajuster.

- **Pourquoi avoir systématiquement un membre de CALIM8 qui visite le lieu qui souhaite être conventionné ? Le conventionnement se fait-il par lieux ou par produits ? Comment s'assurer que les produits achetés sont conventionnés ?**

Dans le processus, on avait acté qu'un membre du CALIM8 depuis le début puisse aller poser des questions aux points de vente. Ce processus n'est pas toujours évident (par exemple lorsqu'on doit aller sur le marché poser des questions à un commerçant avec des clients qui attendent) et **y aller à plusieurs peut être facilitant et rassurant.**

Le **conventionnement par lieu** s'explique par des raisons techniques. Il y a des lieux où on trouve aussi des produits d'hygiène ou de l'alcool, **on fait confiance** aux commerçants et aux expérimentateurs pour acheter uniquement des produits alimentaires. **On explique** pourquoi c'est important que cela ne soit que des produits alimentaires et **on a fait des écriteaux** pour le rappeler dans les points de vente. Cette explication peut aussi être un enjeu pour les commerçants mais on a pas eu de retours négatifs sur le sujet de leur part.

- Quel est le budget global alloué au moyen de paiement ? Ce coût est-il supporté par le budget global du projet ou par les points de ventes ?

Le paramétrage de l'outil a coûté **entre 3000 et 5000€** et maintenant le fonctionnement se fait sur une **base forfaitaire (nombre de lieux et d'expérimentateurs)**. Nous n'avons pas les ressources humaines pour internaliser la gestion du remboursement pour les lieux et de la conformité juridique des transferts monétaires. Ce montant est pris en compte sur les lignes d'ingénierie du projet (pas financé par les cotisations). Il y a une petite **participation des points de vente**. Cette cotisation est libre. Les Biocoop ont choisi de faire un don, assez conséquent, qui est remis à contribution dans la caisse.

Les lieux sont payés au début du mois suivant de tous les achats qui ont été faits chez eux via la caisse pendant le mois précédent. L'opérateur choisi s'occupe de faire le versement sauf pour les AMAP où on paie les producteurs en début de mois pour ne pas changer le fonctionnement des lieux. Le versement se fait sur le crédit des personnes sur les engagements qu'elles ont pris auprès des producteurs. Nous allons communiquer davantage sur les AMAP lors des périodes de renouvellement même si on a parfois le retour de la difficulté à ne pas pouvoir choisir ses légumes.

Pour l'instant, beaucoup de personnes vont dans les Biocoop. Nous sommes allés rencontrer les producteurs conventionnés sur un marché bio pour les faire connaître aux expérimentateurs et franchir avec eux la barrière d'entrer dans des lieux qu'on ne fréquente pas habituellement. **Avec une meilleure connaissance des lieux, on espère que ça va favoriser davantage de lieux.**

- Certains points de vente contribuent-ils à la caisse ? D'autres associations partenaires abondent-elles aussi la caisse (et pourraient être défiscalisées sur leurs dons) ?

A part les Biocoop, les points de vente ne participent pas même si on étudie la possibilité d'un **versement d'une partie de la marge** (sur proposition d'un gérant) pour soutenir le projet. L'autre Biocoop a fait un **don** au projet. C'est un travail en cours sur la contribution des lieux. Pour l'instant, c'est une **cotisation libre au moment du conventionnement**.

Il y a aussi une participation à la dynamique du groupe. On a mobilisé des producteurs dont un maraîcher urbain, pour avoir des paroles de producteurs. Il y a toujours un enjeu de disponibilités variables en fonction des personnes.

Pour les associations, il n'y a pour l'instant pas de don défiscalisé des associations partenaires.

- Sur la redistribution, les montants vont-ils uniquement à la consommation ou y a-t-il des perspectives d'investissement ?

Pour l'instant, c'est que de la **redistribution via le transfert monétaire**. C'était un parti pris mais c'est un des chantiers des groupes de travail. Ce sont des questions qui reviennent : l'offre alimentaire du territoire, diversification des types d'approvisionnement, la mobilisation des producteurs ...

- Sur le moyen de paiement, y-a-t'il eu un lien avec la monnaie locale ?

On a été en lien avec différents types d'opérateurs, dont la monnaie locale dont on est très proches en termes de valeurs et de projet. On a eu beaucoup de discussions pour savoir ce qui était faisable ou non. La priorisation des critères définis avec le comité technique et les budgets et délais nous ont orienté vers un autre opérateur pour la phase d'expérimentation.

On souhaite aussi garder le contact pour faire des liens entre les différents projets.

- Quelle implication des institutions locales avec ce projet au-delà du financement par les collectivités ?

Il y a des **liens assez forts avec les élus depuis Territoires à VivreS**, sur l'accès digne à l'alimentation, le droit à l'alimentation et la SSA. Ils sont impliqués dans le comité technique avec la cheffe de projet alimentaire de territoire de Lyon (pour le [PATLy](#), volet alimentaire) et des représentants des services sociaux de la métropole (volet social).

Pour le comité, comme pour les animatrices et pour la métropole, **le travail en transversalité entre le volet social et le volet alimentaire a été particulièrement intéressant**. Dans l'expérimentation, tout n'était pas prédéfini et on a fait de nombreux allers-retours et avons eu beaucoup d'échanges et de remises en question. Le comité de suivi invite aussi régulièrement les élus pour suivre, prendre du recul sur le projet et parler des perspectives. Certains techniciens de la métropole sont venus voir CALIM8 pour discuter de certaines décisions.

- Sur la mobilisation des différents publics, comment avez-vous mobilisé l'ensemble des travailleurs de la chaîne alimentaire ? Comment avez-vous mobilisé les citoyens avec de plus hauts revenus ?

Pour les travailleurs de la chaîne, on a invité des producteurs proches de Lyon lors des premières sessions mais on a eu rapidement des **difficultés de disponibilité**. Nous n'avons pas contacté des personnes travaillant dans des abattoirs. Pour la question de la viande, on a la chance d'avoir un **collectif d'acteurs**, avec des structures en lien avec les producteurs et les travailleurs de la filière alimentaire (Agribio, ADEAR, l'[ISARA](#)) qui facilite la mobilisation et le relai de questions spécifiques. Pour la question de la viande, on était par exemple en lien avec un producteur qui fournissait la boucherie halal qui a été conventionnée.

Pour la mobilisation des plus hauts revenus, on a essayé de focaliser sur des **milieux militants sensibles à ces questions alimentaires** : réseau des AMAP, mairie, associations ... Si c'était à refaire, on aurait peut-être essayé de mobiliser davantage, en allant sur les marchés bio dans des quartiers plus aisés par exemple. On a par exemple modifié nos flyers pour répondre à des

enjeux de vocabulaire. Cela nous a permis de prendre du recul sur les enjeux que l'on souhaitait mettre en avant pour être plus représentatif et adresser la **diversité des enjeux de la caisse et donc les raisons de s'y engager** : enjeux agricoles, enjeux de solidarité ...